

Table des matières

| | | |
|----|---|---|
| 01 | Evolutions de la migration internationale: plus de femmes hautement qualifiées « <i>Resserrer les liens avec les diasporas</i> » | 2 |
| 02 | La qualité de la réglementation compte « <i>OECD Regulatory Policy Outlook 2015</i> » | 3 |
| 03 | Vers la sagesse budgétaire? 17 pays mettent en œuvre des règles de prudence « <i>The State of Public Finances 2015</i> » | 4 |
| 04 | Plus de cohérence politique, SVP! « <i>Better Policies for Development 2015</i> » | 5 |
| 05 | Le Dragon rouge devient vert « <i>World Energy Outlook 2015</i> » | 6 |
| 06 | La détermination de la productivité est-elle faussée par des problèmes de mesure? « <i>Etudes économiques de l'OCDE: Suisse 2015</i> » | 7 |
| 07 | Autres publications | 8 |
| 08 | Calendrier OCDE | 8 |

01. Evolutions de la migration internationale: plus de femmes hautement qualifiées «Resserrer les liens avec les diasporas»

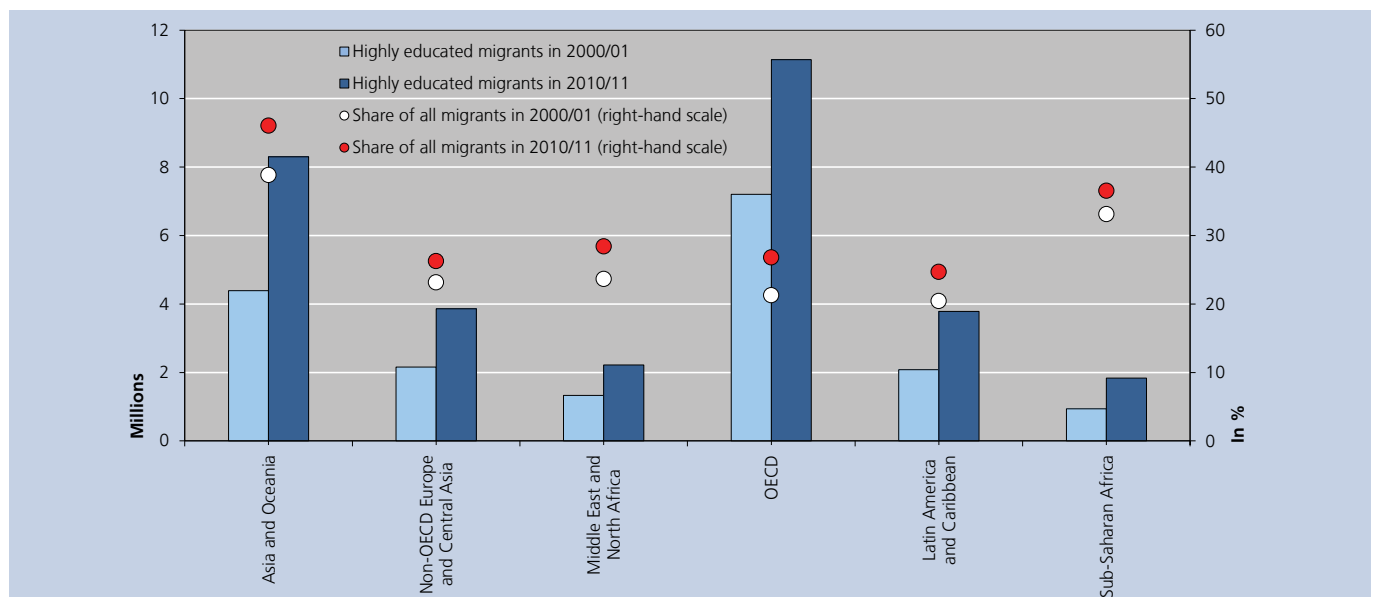
La migration internationale est un phénomène dynamique et en pleine croissance qui évolue avec le temps. Les pays d'origine des migrants se diversifient de plus en plus, alors que de nouveaux pays de destination émergent. En outre, les migrants sont plus qualifiés qu'auparavant et les femmes représentent une part croissante du total des migrants. C'est ce que montre notamment la publication de l'OCDE, *«Connecting with Emigrants»*, publiée en collaboration avec l'Agence française de développement, qui rassemble un important nombre de statistiques sur la population migrante dans les pays de l'OCDE ainsi que dans d'autres pays non-membres.

Le nombre total de migrants de quinze ans et plus dans les pays de l'OCDE a atteint 113 millions en 2010-2011. Cette migration est principalement intra-régionale, durant cette période, 42.5 millions de migrants dans la zone OCDE étaient originaires d'un autre pays de l'OCDE, ce qui représente 41% de tous les migrants. Plus de 11% de tous les migrants dans la zone OCDE sont nés au Mexique. La Grande-Bretagne, la Chine, l'Inde et l'Allemagne complètent le classement des cinq pays avec la plus large diaspora. En ce qui concerne les pays de destination, les Etats-Unis sont de loin la première destination des migrants dans la zone OCDE, avec 39% du nombre total des migrants dans l'OCDE. Suivent l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et le Canada.

En 2010-2011, dans la zone OCDE, plus de 31 millions de migrants possédaient une éducation tertiaire (30% de tous les migrants, alors qu'ils étaient 25% en 2000-2001). En même temps, la part de migrants peu qualifiés a décliné, passant de 41% en 2000-2001 à 33% en 2010-2011. Toutes les régions de provenance voient la part de migrants hautement qualifiés augmenter entre les deux périodes, avec la croissance la plus importante pour l'Afrique Sub-saharienne, dont les chiffres ont presque doublé (voir graphique). Les pays de destination des migrants hautement qualifiés sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada. La migration tend également à se féminiser. En effet, le nombre de femmes migrantes a augmenté de 42% en dix ans, alors que la migration d'hommes a augmenté de 39% sur la même période. C'est surtout parmi les migrants hautement qualifiés que le nombre croissant de femmes est le plus important, avec une augmentation de 80% entre 2000-2001 et 2010-2011. Les régions de provenances de ces femmes sont principalement l'Asie et l'Océanie ainsi que la zone OCDE.

> Table des matières

Highly educated migrants by region of origin, 2000/01 and 2010/11



02. La qualité de la réglementation compte «OECD Regulatory Policy Outlook 2015»

Avec la première édition du rapport sur les «*Perspectives de la politique de la réglementation 2015*», l'OCDE fait un état des lieux de l'élaboration, de la mise en œuvre et du réexamen des textes législatifs et réglementaires dans les pays de l'OCDE. De nets progrès ont été constatés en matière de responsabilité des acteurs et de recours à des données probantes au moment de légiférer. En revanche, la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des textes pourraient encore être optimisées. L'OCDE invite donc ses Etats membres à redoubler leurs efforts dans la conception et l'élaboration de nouveaux textes législatifs, car chaque amélioration peut influencer positivement sur la croissance économique et le bien-être.

Perfectionner les textes peut en effet rapporter gros: au Royaume-Uni par exemple, réduire les formalités administratives a fait économiser 10 milliards de livres sterling aux entreprises sur quatre ans. En Australie, des réformes visant à rendre la réglementation moins coûteuse ont permis de gagner 1.3% de produit intérieur brut (PIB).

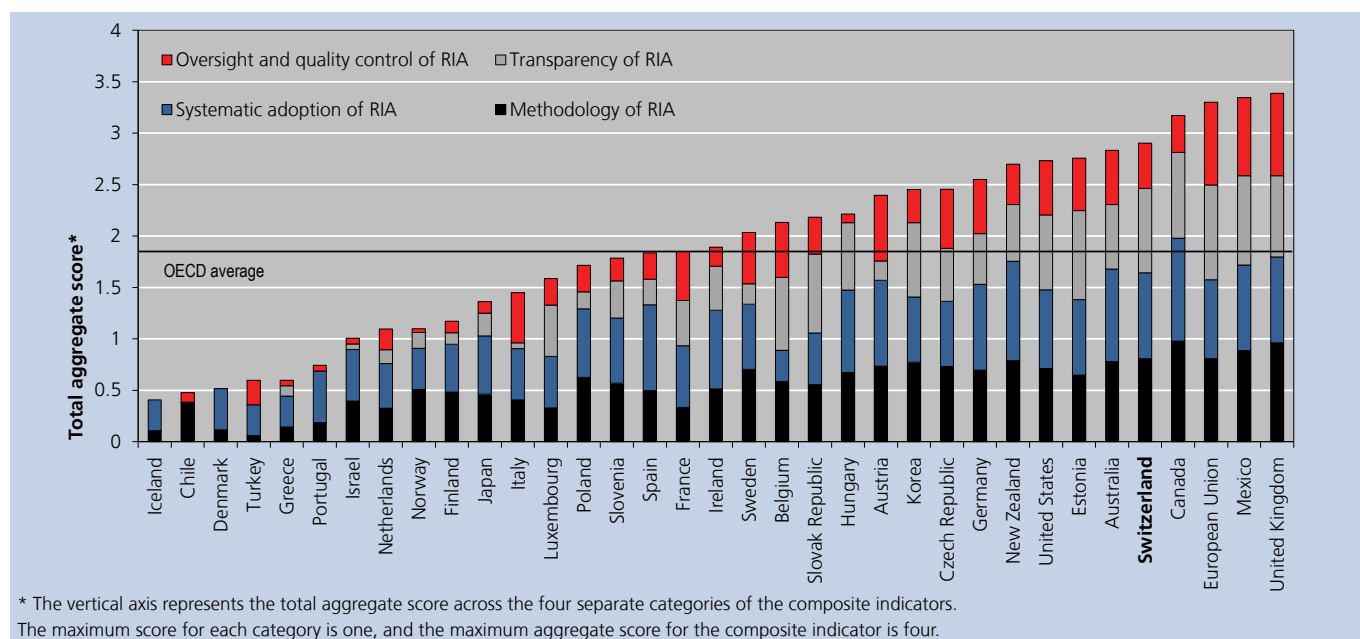
En comparaison internationale, la Suisse se porte particulièrement bien en matière d'analyse d'impact de la réglementation (voir graphique), de même qu'au niveau de l'évaluation et de la consultation publique. Une analyse d'impact est effectuée pour tout projet de réglementation. Les exigences relatives aux consultations publiques sur des projets de lois et l'évaluation de politiques sont ancrées dans la Constitution. L'OCDE fait notamment référence à l'exa-

men exhaustif effectué en 2013 par le Conseil fédéral sur les coûts que la réglementation étatique impose aux entreprises en Suisse (*Check-up* de la réglementation). Cet exercice a permis d'identifier une trentaine de mesures de simplification des procédures destinées à renforcer la place économique suisse et à maintenir sa compétitivité à un niveau élevé.

L'OCDE tient également à souligner que la coopération réglementaire internationale est essentielle pour créer des règles et des standards au niveau mondial, apaiser les tensions commerciales, mieux protéger l'environnement ou réduire les risques des défauts réglementaires majeurs tels que la crise financière de 2008 ou le récent scandale Volkswagen. Pourtant, seulement un tiers des pays de l'OCDE ont adopté une politique claire en la matière. L'actualité des grandes négociations commerciales internationales comme le Partenariat transpacifique et le Partenariat transatlantique ou les négociations climatiques de la COP 21 illustrent la nécessité croissante de coopérer davantage. Une coopération réglementaire réussie passe peut-être avant tout par le niveau technique: la coopération dans le cadre de l'OCDE au niveau de la réduction du nombre d'essais de produits chimiques est citée comme exemple et fait économiser aux autorités et aux entreprises de la zone OCDE 153 millions d'euros par an.

> Table des matières

Composite indicator: Regulatory Impact Assessment for developing subordinate regulations



03. Vers la sagesse budgétaire? 17 pays mettent en œuvre des règles de prudence «The State of Public Finances 2015»

Dans une des dernières publications intitulée «*The State of Public Finances 2015*» avec le sous-titre «Strategies for budgetary consolidation and reform in OECD countries», l'OCDE décrit les différentes stratégies des pays membres en matière de finances publiques suite à la crise de 2008. Trente-deux des trente-quatre pays membres ont, pour cet exercice, fourni des données détaillées sur leurs politiques financières et fiscales.

Alors que l'économie des pays de l'OCDE croissait encore en moyenne annuelle de 2.7% en 2007, le recul a été de 3.4% en 2009. Alors qu'en 2007 le déficit des finances publiques atteignait 1.5% du PNB, la crise financière a engendré une explosion des déficits qui ont atteint environ 8% en 2009-2010. Cela s'est traduit immédiatement par une augmentation de la dette qui, en moyenne, est passée de 80% du PNB en 2007 à 118% en 2013. Ce n'est que dans trois pays membres, Israël, la Norvège et la Suisse que la dette n'a pas augmenté pendant la période sous revue. L'étude relève trois phases distinctes: 2007-09, période de politique active pour faire face à la crise par des mesures anticycliques qui ont fait exploser les déficits. 2011-12, période de stabilisation, certains pays commençant déjà à réduire leur déficit. Pour 2012-14, l'OCDE parle de période de consolidation progressive, les déficits structurels ayant été réduits de moitié jusqu'en 2014.

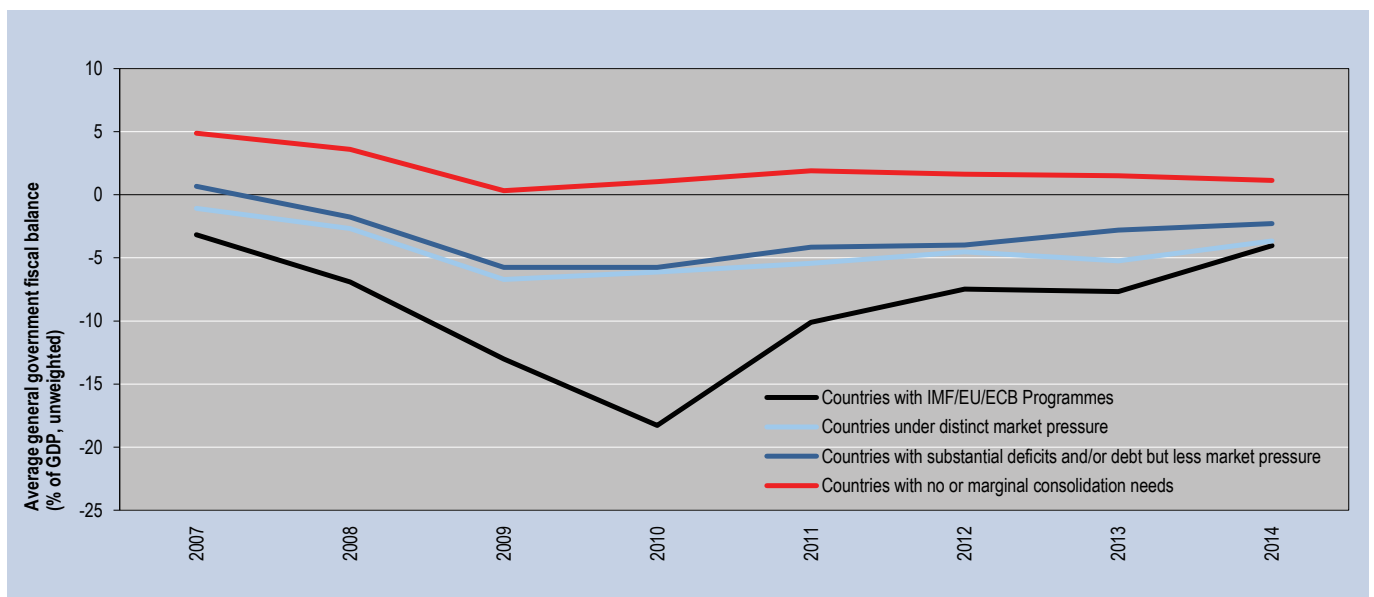
En fonction des caractéristiques du processus d'ajustement, quatre catégories de pays peuvent être identifiées (voir graphique):

- Les pays bénéficiant d'un programme de soutien au niveau international (FMI, UE): Grèce, Irlande, Portugal;
- Les pays soumis à une pression relative des marchés: Belgique, Hongrie, Italie, Pologne, République slovaque, Slovénie, Espagne;
- Les pays qui n'ont pas eu besoin de consolidation: Australie, Chili, Estonie, Corée, Luxembourg, Norvège, Suède, Suisse, Turquie;
- Le reste des membres de l'OCDE, qu'il s'agisse de pays européens dépassant la limite de déficit de 3% (AUT, CZE, DNK, FRA, DEU, NLD, GBR) ou de pays obligés de mettre en œuvre des mesures de redressement (CND, FIN, ICL, ISR, MEX, NZL, JAP, USA).

En conclusion, les auteurs de l'étude remarquent que ces difficultés budgétaires souvent extrêmes ont poussé de nombreux pays à mettre en place des règles budgétaires qui s'inspirent largement du mécanisme suisse de frein à l'endettement. Si on tient compte des mesures décidées par l'Union Européenne, ce sont 17 pays membres de l'OCDE qui ont adopté de telles mesures.

> Table des matières

Fiscal policy responses 2007-2014 - Four country categories



04. Plus de cohérence politique, SVP! «Better Policies for Development 2015»

Lorsque apparaissent en politique des conflits d'objectifs entre différents domaines, on en appelle souvent à plus de cohérence politique. On entend par là les efforts entrepris pour mieux coordonner l'action politique dans différents domaines, afin d'améliorer la qualité de notre politique en général et, plus particulièrement, s'agissant des objectifs en matière de durabilité et de développement. Ce nouveau rapport de l'OCDE ne répond toutefois pas à la question de savoir qui détiendrait le pouvoir d'imposer cette cohérence politique dans les Etats de type parlementaire, avec une constitution démocratique. Il se penche, par contre, sur une thématique particulièrement pertinente au cours de cette année marquée par la Conférence sur le climat (COP21) et par les objectifs du développement durable pour 2030 (ODD).

Les ODD représentent des exemples typiques d'un agenda complexe et de grande envergure, pour lequel un problème d'action politique cohérente se pose de façon particulièrement urgente. Le rapport fournit à ce sujet des exemples connus provenant de la politique du développement et de la politique du climat: flux financiers globaux, économie à faible rejet de CO₂, sécurité alimentaire. Il explique ensuite de quoi il s'agit exactement lorsque l'on parle de cohérence politique dans le cadre des ODD.

Chacun des 17 objectifs (pauvreté, faim, santé, éducation...) est divisé en un total de 169 sous-objectifs «*targets*». Dès que ces derniers sont placés en relation les uns avec les autres dans une matrice, il en résulte une grande quantité d'interactions politiques. Si ces interactions aboutissent à des synergies, il peut s'agir de conflits d'objectifs ou de pures et simples condi-

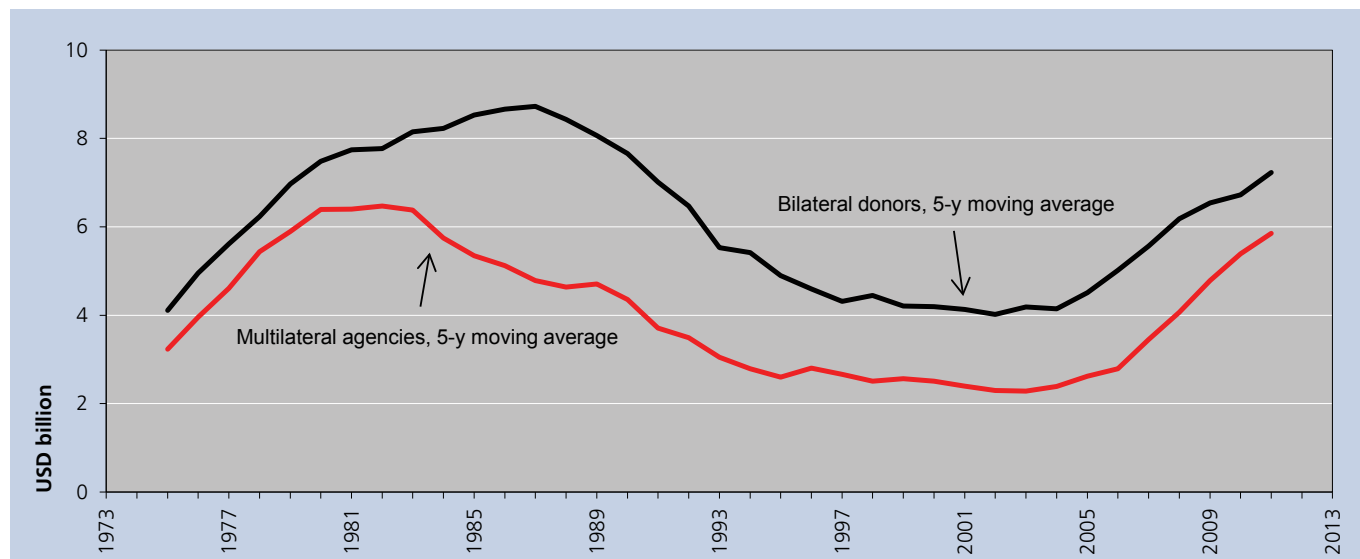
tions cadres «*enablers*». Il n'est pas simple de les différencier et de justifier analytiquement et empiriquement leurs différences. Au lieu de parler de relations causales «*proven linkages*», les auteurs de ce rapport avancent prudemment le terme de «possibles interactions politiques».

Pour exemple: le sous-objectif de mettre fin à la famine, est-il compatible avec l'objectif d'augmenter la part d'énergie renouvelable, si toujours plus de terres sont dédiées à la production de bio-carburants? La question reste ouverte puisque l'OCDE ne dispose d'aucunes données statistiques pour y répondre, comme elles existent pour l'investissement dans la recherche agricole (un bien collectif global), thème dont la coopération au développement s'occupe depuis longtemps. Ces investissements ont diminué de près de la moitié entre 1988 et 2001, pour ensuite augmenter à nouveau (voir graphique). Il devrait s'agir ici d'une importante condition cadre pour l'ODD qui concerne la faim.

Pour conclure, en ce qui concerne la question de la cohérence politique, on se heurte à des relations causales complexes qui nous amènent au-delà des domaines pour lesquels l'OCDE peut répondre avec ses propres données. A plus forte raison, l'analyse doit être spécifique et bien justifiée. Afin d'encourager plus de cohérence politique, on peut citer en conclusion l'ancien président du CAD (Comité d'aide au développement), Brian Atwood: «la réponse à cette question est d'examiner les incohérences de politiques dans différents secteurs et de les remettre en question».

> Table des matières

Trends on aid to Agriculture and Rural Development, 1973-2013, ODA commitments, constant 2013 prices



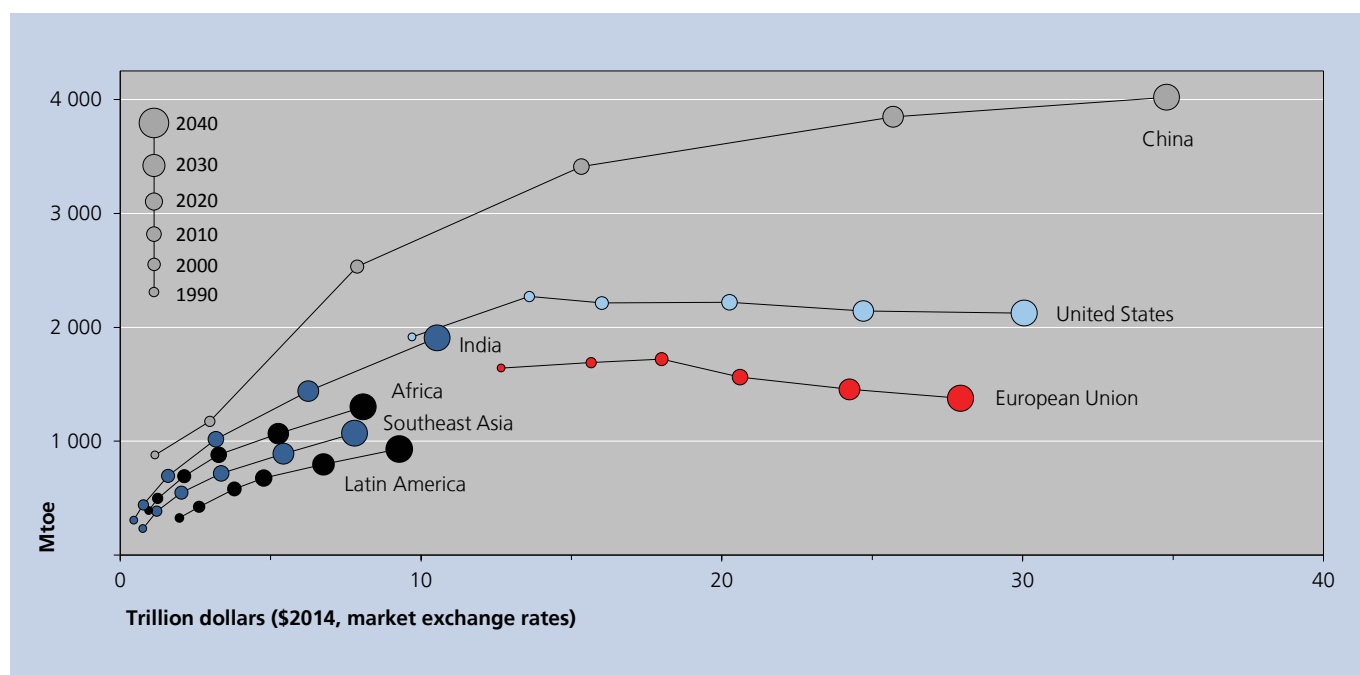
05. Le Dragon rouge devient vert «World Energy Outlook 2015»

Le «World Energy Outlook» (WEO) est la publication phare de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). La nouvelle édition a été publiée en amont de la rencontre ministérielle 2015 de l'AIE. Cette année encore, la publication révèle d'importantes conclusions en matière de politique énergétique. Par exemple, que la structure politique rigide de la Chine démontre une étonnante capacité d'adaptation quand il s'agit de se mettre au diapason des réalités de l'économie et de la politique (environnementale) mondiales. La Chine procède actuellement non seulement à une réforme de son modèle économique, mais s'engage également avec cette nouvelle stratégie à réduire sa consommation d'énergie. Ce changement a des répercussions considérables sur le système global de l'énergie: en effet, la Chine reste de loin le plus gros producteur et consommateur de charbon. Cela n'empêche cependant pas le pays de développer de plus importantes capacités de production d'énergies renouvelables. En 2030, la Chine devrait prendre la place des Etats-Unis en tant que plus gros consommateur de pétrole et possédera un marché du gaz naturel plus vaste que celui de l'Union européenne. Bien que l'économie chinoise se déplace du domaine de l'industrie lourde (l'industrie de l'acier et du ciment ont probablement atteint leur apogée en 2014) en direction d'une économie de services, en 2040, sa consommation d'énergie sera environ deux fois plus élevée que celle des Etats-Unis. La Chine aura toutefois besoin

de 85% d'énergie supplémentaire en moins afin de maintenir le rythme de croissance des 25 dernières années. Le changement de stratégie de la Chine s'accompagne d'une offre d'énergie fortement modifiée, moins dépendante de l'expansion. Ainsi, par exemple, à partir de 2017, un échange de quotas d'émissions sera introduit dans le secteur de l'énergie et dans l'industrie lourde, avec pour conséquence une réduction de la consommation de charbon. En 2005, seulement 3% de la consommation d'énergie était contrôlée au moyen de standards d'efficacité énergétique (notamment dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des transports). Alors qu'aujourd'hui cette proportion s'élève à près de 50%. Parallèlement à cela, la Chine couvrira ses besoins en énergie grâce à une combinaison d'énergies éolienne, solaire, hydraulique et atomique, ce qui permettra de commencer à réduire la hausse des émissions de CO₂ – qui devront atteindre leur sommet en 2030. La transition de la Chine vers un modèle de croissance avec une consommation d'énergie plus diversifiée et plus performante va complètement transformer le marché de l'énergie. L'Inde va, en raison de son industrialisation, dépasser la Chine comme plus grand consommateur d'énergie par rapport à sa performance économique (voir graphique).

> Table des matières

Primary energy demand and GDP by selected region in the New Policies Scenario, 1990-2040



06. La détermination de la productivité est-elle faussée par des problèmes de mesure? «Etudes économiques de l'OCDE: Suisse 2015»

Dans son dernier rapport sur la politique économique de la Suisse dans le cadre de l'étude bisannuelle consacrée à notre pays, l'OCDE constate que le revenu par tête de la Suisse se situe bien au-dessus de la moyenne OCDE, mais que cela provient davantage d'un fort taux d'activité et d'un taux de participation élevé que de la productivité du travail. L'OCDE critique en particulier le fait que l'évolution des salaires réels a été indépendante de celle de la productivité du travail. En effet, les salaires réels ont fortement augmenté au cours des dernières années tandis que la productivité stagnait (voir graphique). On suppose ainsi que la faible progression de la productivité provient en partie d'une augmentation des places de travail dans les secteurs économiques à basse productivité. Cette hypothèse est renforcée par l'observation d'une très rapide progression de l'emploi dans les entreprises appartenant au secteur étatique ou parétatique, qui ont connu une croissance de 25% pendant la période 2003-2013 alors que l'emploi total ne progressait, lui, que de 15% pendant la même période.

La remarque de l'OCDE sur l'évolution des salaires réels n'est pas remise en cause dans la mesure où cette progression s'explique par le recul de l'inflation dû à la réévaluation du franc suisse. Il est par contre plus étonnant de constater que la productivité du travail a stagné. On s'attendait au contraire à ce que l'accord entre la Suisse et l'Union européenne sur la libre circulation se traduise, comme l'ont affirmé le Conseil fédéral et les organisations faïtières de l'économie, par une immigration de personnes hautement qualifiées, ce qui devrait conduire

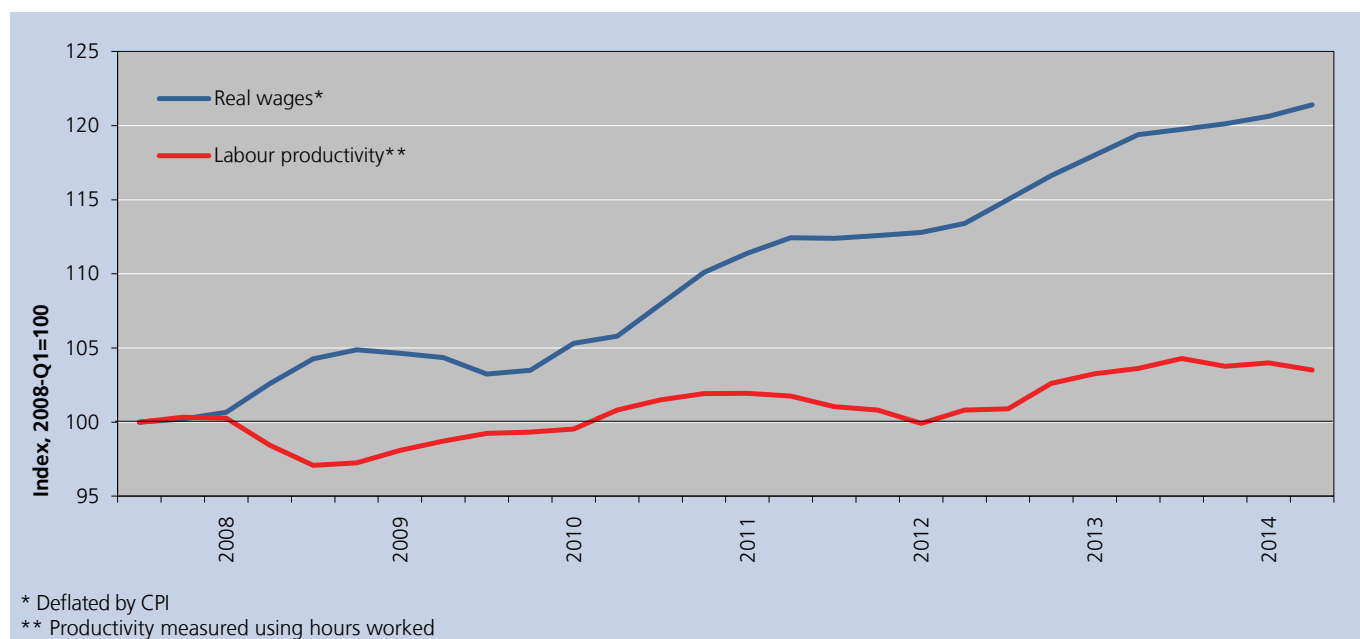
à une augmentation de la productivité du travail. Doit-on en conclure que les entreprises exportatrices n'ont pas considéré l'innovation et donc l'augmentation de la productivité comme une priorité parce que leurs profits subissaient une érosion causée par la réévaluation du franc?

Dans certains secteurs de l'économie suisse comme le bâtiment, le tourisme ou l'agriculture, l'augmentation de la productivité reste une tâche difficile en raison de la nature de ces activités. Le capital ne peut en effet s'y substituer que de manière limitée au travail. La protection du marché intérieur suisse contribue à alourdir ce bilan. Toutefois, on peut aussi supposer que des problèmes surviennent au niveau de la mesure de cette productivité, ce qui rend difficile les comparaisons statistiques et au niveau international. Il est surtout fait référence aux problèmes de mesure dans le secteur des services, qui dans les économies hautement développées fournit environ deux tiers de la valeur ajoutée. De nombreuses activités ne peuvent être mesurées que de manière imprécise pour autant qu'elles puissent l'être. En effet, on ne dispose de données sur les quantités et les prix que de façon fragmentaire.

Avec le rapport «fondements de la nouvelle politique de croissance» publié en janvier 2015, la Suisse a apporté la preuve qu'elle est consciente de la problématique d'un développement inégal de la productivité et va créer les conditions afin de remédier à cette situation.

> Table des matières

Real hourly wages have decoupled from labour productivity growth



07. Autres publications

«*How's Life ? 2015 – Measuring Well-being*»

Paris, 13 octobre 2015 (disponible en français à partir du 1er mars 2016)

«*Environment at a Glance 2015 – OECD Indicators*»

Paris, 26 octobre 2015

«*Panorama de la Santé 2015 – Les indicateurs de l'OCDE*»

Paris, 4 novembre 2015

«*Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques, Édition 2015*»

Paris, 19 novembre 2015

«*Atténuation du changement climatique – Politiques publiques et progrès réalisés*»

Paris, 20 novembre 2015

«*Regards sur l'éducation 2015 – Les indicateurs de l'OCDE*»

Paris, 24 novembre 2015

«*Pensions at a Glance 2015 – OECD and G20 indicators*»

Paris, 1er décembre 2015

08. Calendrier OCDE

Forum sur la croissance verte et le développement durable 2015

Paris, 14-15 décembre 2015

10ème Conférence ministérielle de l'OMC

Nairobi, 15-18 décembre 2015

Forum sur l'avenir du travail et Réunion ministérielle sur l'emploi et le travail

Paris, 14-15 janvier 2016

4èmes journées parlementaires de l'OCDE

Paris, 3-5 février 2016